



HAL
open science

“Crise du lait” et trajectoires de résilience des petits producteurs à Madagascar

Isabelle Droy, Patrick Rasolofo

► **To cite this version:**

Isabelle Droy, Patrick Rasolofo. “Crise du lait” et trajectoires de résilience des petits producteurs à Madagascar. *Revue internationale des études du développement*, 2018, *Revue Internationale des Etudes du Développement*, 235, pp.91-115. 10.3917/ried.235.0091 . hal-02491129

HAL Id: hal-02491129

<https://hal.science/hal-02491129>

Submitted on 25 Feb 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

« Crise du lait » et trajectoires de résilience des petits producteurs à Madagascar

Isabelle Droy

Patrick Rasolofo

MOTS-CLÉS

résilience, agriculture familiale, filière laitière, observatoire, Madagascar

RÉSUMÉ

À Madagascar, la production de lait destinée à la commercialisation a été développée depuis plusieurs décennies dans le cadre d'une petite agriculture familiale diversifiée sur des plateaux d'altitude. En 2009, suite à des événements politiques ayant entraîné la disparition d'un acteur majeur de la collecte et de la transformation, la « crise du lait » a affecté l'ensemble de la filière et entraîné d'importantes recompositions dans son organisation. À partir des données pluriannuelles d'un observatoire rural, nous avons reconstitué les trajectoires d'adaptation ou de résilience des petits producteurs laitiers, que nous avons replacées dans une perspective systémique qui interroge les politiques publiques agricoles conduites dans le pays.

Introduction

A Madagascar comme dans de nombreux pays africains, la croissance urbaine et la diversification alimentaire tirée par les classes moyennes ont conduit à une forte hausse de la demande en produits d'origine animale comme le lait.

Alors que la poudre de lait importée essentiellement d'Europe reste la principale source d'approvisionnement de ces pays, des initiatives sont mises en place pour la valorisation du lait produit localement. Cette production locale est réalisée dans le cadre d'une agriculture familiale¹, à laquelle on reconnaît désormais une contribution essentielle à la sécurité alimentaire, à l'emploi rural et au maintien de services écosystémiques, toutes qualités que l'agriculture industrielle peine à remplir face à la montée des défis socio-démographiques, économiques et environnementaux. Cependant, les chocs subis par les agricultures familiales tendent à s'amplifier, tant en raison des conséquences du changement climatique que des effets de la mondialisation libérale, dont elles sont rarement protégées par des politiques adéquates.

Dans cet article, nous partons du cas des petits producteurs laitiers à Madagascar qui ont été exposés en 2009 à un choc ayant affecté l'ensemble de la filière lait, suite à des événements politiques ayant entraîné la disparition d'un acteur majeur de la collecte et de la transformation. Cette « crise du lait » permet d'illustrer les conditions d'application du concept de résilience à l'agriculture familiale, avec les implications méthodologiques qui en découlent.

Nous proposons une réflexion en trois temps. En première partie, nous soulignons les défis méthodologiques que pose l'utilisation de la notion de résilience appliquée à l'agriculture familiale. Dans la seconde partie, nous présentons la fragilisation des petits producteurs laitiers face aux évolutions de la filière lait avant et pendant la crise. La troisième partie s'appuie sur l'analyse d'un suivi temporel et d'enquêtes qualitatives auprès de ménages éleveurs laitiers, mettant en évidence les trajectoires différenciées des exploitations familiales, la résilience étant alors une entrée pertinente pour une telle différenciation, aux côtés des stratégies adaptatives.

1 Les agriculteurs familiaux sont usuellement définis par les liens organiques entre famille et unité de production et le primat du travail familial (Bosc *et al.*, 2015).

1. Résilience et agriculture familiale : questions méthodologiques

Les nombreuses définitions de la résilience appliquées aux sociétés renvoient toutes à l'idée d'entités sociales situées à différentes échelles (personne, ménage, groupe social, institution) faisant face et se rétablissant suite aux chocs, que ceux-ci soient brutaux ou d'intensité moins forte mais répétés (Adger, 2000). L'application de ce concept aux agricultures familiales suppose de bien définir l'échelle d'observation étudiée que ce soit l'individu, le ménage, l'exploitation ou la filière. Ensuite, il faut préciser ce qu'on entend par résilience par rapport au cas étudié : dans cet article, cela concerne le maintien ou la réorganisation de l'activité de production laitière. Enfin, les recompositions suite à un choc s'inscrivent dans le temps, ce qui suppose d'avoir un suivi d'un certain nombre d'indicateurs ou, à défaut, de reconstituer leur évolution.

1.1. Choisir les échelles d'observation, examiner les stratégies de réponse aux chocs

Pour étudier la résilience dans le cadre de l'agriculture familiale, nous travaillons à l'échelle du ménage plutôt qu'à celle de l'exploitation agricole. Ce niveau permet d'englober l'ensemble des activités et des revenus des différents membres du ménage ; cette échelle permet de prendre en compte non seulement les risques sur la production ou la commercialisation, mais aussi la saisonnalité et les risques de la vie de la famille rurale (par exemple, les maladies ou l'insécurité) dans un contexte de faiblesse des politiques agricoles, d'absence de protection sociale et de défaillance de l'État de droit qui caractérise de nombreux pays en développement. Des outils d'analyse sont fournis par le cadre des « stratégies de moyens d'existence » (*livelihood strategies*) (Ellis, 2000 ; Scoones, 2009) et ses développements récents (Bosc *et al.*, 2015), intégrant des apports de l'approche des capacités d'Amartya Sen, notamment la notion d'*agency*, (Crocker et Robeyns, 2009) qui permet d'analyser les capacités d'action propre des ménages et les choix qu'ils vont opérer dans le cas d'une crise ou d'une série de chocs affectant leur système d'activités.

1.2. Identifier les variables d'état et choisir les pas de temps

On peut qualifier un système de résilient s'il a réussi à maintenir ses structures fondamentales suite à un choc grâce à ses capacités d'adaptation et de transformation (Folke *et al.*, 2010). Cela conduit à considérer la résilience comme un processus et à étudier les trajectoires qui mènent au passage progressif d'un état à un autre (Gallopín, 2006). Celles-ci sont identifiables dans le temps par l'évolution des facteurs (institutionnels, environnementaux, politiques ou personnels) impliqués dans le rétablissement après un choc.

L'analyse de ces trajectoires suppose de bien définir les variables d'état qui caractérisent le système à observer. Ainsi, dans le cas de l'élevage laitier, si filière et ménage-producteur sont considérés comme des déclinaisons formelles de systèmes, ils auront été résilients s'ils sont parvenus à se maintenir ou à revenir dans l'activité de l'élevage laitier suite à un choc. Il faut donc repérer et définir les variables d'état du système, qui sont différentes d'un système agricole ou pastoral à un autre et qui varient pendant la crise (Lallau et Droy, 2014).

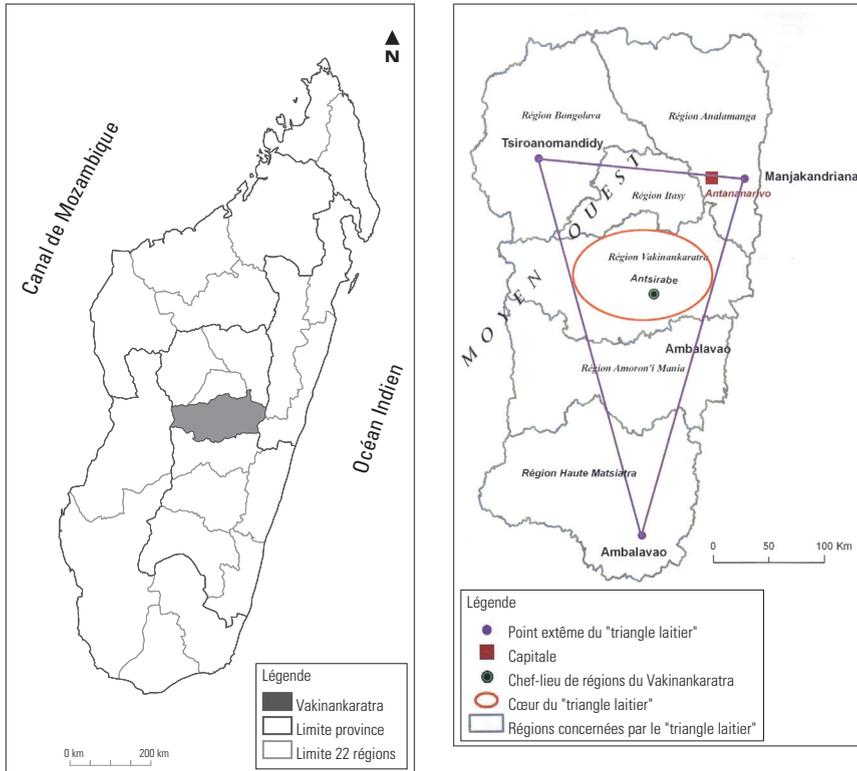
L'approche en termes d'enjeux locaux (D'Ercole *et al.*, 2004) permet de tenir compte de la grande diversité de formes que prennent la filière et les agricultures familiales afin de comprendre la logique des stratégies d'action. Il s'agit d'identifier et de suivre dans le temps ce qui, localement, est l'enjeu principal ou les quelques enjeux principaux à protéger des chocs et à reconstituer en priorité. Ce qui, en conséquence, permet de déterminer les perceptions et guider les pratiques face à l'adversité, tant *ex-ante* (assurance, prévention) qu'*ex-post* (décapitalisation, migration, etc.).

Enfin, il faut prendre en compte les temporalités: le choc provoque une déstabilisation, qui peut se conclure par une rupture, et le processus de réorganisation prend un certain temps. À quel moment peut-on alors dire que le ménage rural ou la filière a été résilient? D'autant plus que, dans le contexte d'incertitude qui conditionne l'activité agricole, des chocs se succèdent, parfois de nature différente, mais plus ou moins reliés entre eux, influençant les pratiques après le choc lui-même par boucles de rétroaction à différentes échelles (Turner *et al.* 2003). Voilà pourquoi, même en cas de crise clairement identifiée comme celle observée ici, il n'est pas simple de mettre en évidence des mécanismes de type « événement-réponse ».

1.3. Un outil pour suivre la résilience des éleveurs laitiers : les observatoires ruraux

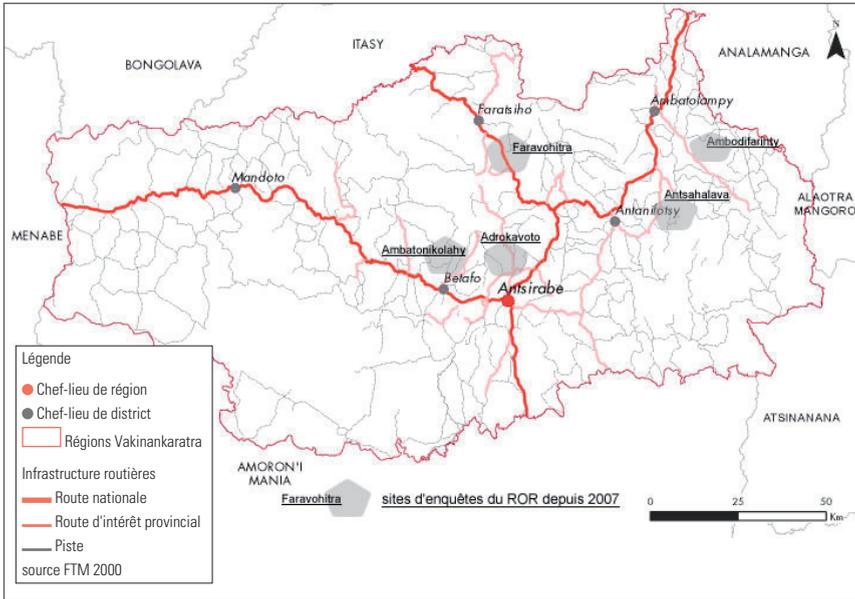
La résilience étant un processus s’inscrivant dans le temps, la difficulté de l’analyse est de disposer d’informations à l’échelle la plus fine possible avant, pendant et après la crise. À Madagascar, l’essentiel de la production laitière est réalisé dans une région des Hautes-Terres nommée « le triangle laitier » et située entre les villes de Manjakandriana, à l’est, Tsiroanomandidy, à l’ouest, et Ambalavao, au sud (fig. 1). Cependant, la répartition au sein de cette zone est inégale et c’est la partie orientale du Vakinankaratra (appelée « petit triangle laitier ») qui concentre la plus grande partie de la

Figure 1 : La région du Vakinankaratra et le « triangle laitier » dans les Hautes Terres de Madagascar



Sources : Robert J.-P., 1983 ; Veà J., 1992 ; nos propres suggestions.
Maholy Rabemanambola, CERAMAC, février 2007.

Figure 2: Localisation des sites d'enquête de l'observatoire rural d'Antsirabe



production, favorisée par les infrastructures (routes, centres de collecte et de transformation) permettant un débouché vers les grands centres urbains. Sur une partie de la zone de production laitière de Vakinankaratra, il a été possible de suivre les trajectoires d'un certain nombre de ménages ruraux grâce à un observatoire du ROR (Réseau des observatoires ruraux, structure autonome fonctionnant sur un financement de différents partenaires du développement – opérateurs de coopération internationale ou organisation non gouvernementale, ONG). À partir d'enquêtes régulières auprès des ménages, les observatoires ruraux permettent de faire un suivi de l'évolution des conditions de vie, des activités et des revenus des ménages ruraux sur des petites zones illustrant des problématiques rurales spécifiques (Droy et al., 2001). Dans le Vakinankaratra, l'observatoire dispose des mêmes sites depuis 2007, répartis sur cinq villages (fig. 2), qui sont au cœur du triangle laitier, mais dont les conditions d'accès et de structures d'encadrement diffèrent. Le panel suivi entre 2007 et 2013 comprend 176 ménages ayant produit et commercialisé du lait au moins une année sur les quatre observées².

2 Les enquêtes mobilisées ici sont celles de 2007, puis 2011, 2012, 2013 (les enquêtes ayant été suspendues pendant trois ans en raison d'une rupture de financement, puis arrêtées après 2013).

Les trajectoires ont été identifiées en fonction de l'évolution de la production laitière, en prenant l'année 2007 (avant la crise) comme référence. Ensuite, en mobilisant les autres caractéristiques de l'exploitation et du ménage agricole et à partir des profils observés (recouvrement plus ou moins rapide, augmentation ou réduction de la production), nous avons défini une typologie des ménages producteurs en fonction de l'évolution de la place de l'élevage laitier dans leurs activités. Ces analyses de données ont été complétées par des enquêtes qualitatives auprès de certains des ménages déjà enquêtés par l'observatoire, mais aussi auprès d'autres acteurs de la filière : producteurs, collecteurs et transformateurs en zone périurbaine, coopératives, ONG, anciens techniciens ou cadres dans des entreprises intervenant ou étant intervenu dans la filière.

2. La « crise du lait » : un choc sur un milieu vulnérable et fragilisé

Afin de comprendre le contexte du développement de l'activité de l'élevage laitier à Madagascar, mais aussi la construction des vulnérabilités pour les producteurs, nous nous sommes intéressés à la filière et aux stratégies des principaux acteurs (comme la politique des prix, les moyens de collecte), ainsi qu'aux formes de recomposition suite au choc qu'a entraîné la disparition du principal collecteur et transformateur.

2.1. Des activités rurales nombreuses et diversifiées, mais une pauvreté persistante

Afin d'exploiter au mieux les différentes facettes écologiques d'un relief accidenté, les paysans ont, depuis des décennies, développé un système de cultures diversifiées reposant sur une gestion savante de l'eau pour irriguer les rizières de bas-fond et une articulation des calendriers de culture (décrits par de nombreux travaux géographiques – Raison, 1994; Rabemanambola *et al.*, 2009). À côté de la riziculture qui a un rôle essentiel dans l'alimentation familiale, mais aussi sur le plan social et symbolique, les paysans cultivent du manioc, du maïs, du taro, font du maraîchage et des cultures fruitières (pommes, pêche). Comme ailleurs sur les Hautes-Terres de Madagascar, l'association de l'agriculture et de l'élevage bovin est intégrée de longue date dans les

systèmes d'activités. L'élevage bovin a plusieurs fonctions: la capitalisation, les travaux agricoles pour les bœufs dressés et la fumure organique.

En raison de la très faible taille des exploitations, liée au morcellement foncier suite à la croissance démographique et aux partages successoraux, la multiactivité et la migration saisonnière sont nécessaires pour compléter les revenus des exploitations, dont la production de riz ne parvient généralement pas à couvrir la consommation familiale. En raison de la situation économique du pays et de l'absence de réelle politique de développement rural, la pauvreté de cette région reste étendue et multiforme, caractérisée par une insécurité alimentaire et une grande précarité, avec toujours plus des trois quarts de la population rurale sous le seuil de pauvreté national et une malnutrition chronique infantile qui touche près d'un enfant sur deux³ (Instat, 2014).

2.2. L'élevage laitier, une contribution au développement de l'agriculture familiale ?

L'élevage laitier permet de fournir aux ménages une source de revenus monétaires réguliers pendant une partie de l'année tout en contribuant à l'amélioration de la qualité nutritionnelle de l'alimentation, en particulier des enfants, pour lesquels la plupart des ménages producteurs gardent un peu de lait. Chez les petits producteurs, la production laitière est intensive en main-d'œuvre et mobilise particulièrement les femmes, pour la traite et la collecte de fourrage, voire les enfants, pour surveiller les animaux lorsqu'on les emmène paître.

L'importation de races laitières pour pallier la faible productivité en lait des races locales date du XIX^e siècle ; le croisement avec les races locales a donné naissance à une race métissée nommée « rana⁴ ». Dans la partie orientale du Vakinankaratra, Fifamanor, organisme parapublic appuyé par la coopération norvégienne, vulgarise depuis plusieurs décennies des techniques

3 Pour les causes de la pauvreté rurale, voir Droy *et al.* (2010) et l'étude de prospective territoriale sur le Vakinankaratra (Sourisseau *et al.*, 2017) ; pour une vision plus globale, voir Razafindrakoto *et al.* (2017).

4 La race rana, qui est dotée d'une bonne rusticité peut donner 6 à 8 litres/jour si elle est bien nourrie, contre 2 à 3 litres pour la race de zébu locale.

destinées à améliorer la productivité de l'élevage laitier en milieu paysan ainsi que l'introduction des cultures fourragères.

Devenir producteur laitier à destination des marchés urbains en forte croissance suppose une transformation au niveau des techniques d'élevage : alimentation spécifique par la production fourragère et/ou l'achat de provende, amélioration génétique par la diffusion de l'insémination artificielle ou par des taureaux sélectionnés dans des centres de monte, suivi de la santé animale par la vaccination. Produit particulièrement fragile, le lait nécessite le respect de normes sanitaires rigoureuses lors de la traite et un dispositif particulier de collecte afin de pouvoir être réfrigéré et traité le plus rapidement possible. Les circuits de collecte sont complexes : il y a des petits collecteurs à vélo (les « trayeurs-cyclistes ») qui ont plusieurs débouchés (particuliers, fromageries artisanales ou collecteurs intermédiaires), des grands collecteurs (transporteurs) qui alimentent les revendeurs, les transformateurs artisanaux (fabricants de yaourts ou de fromages), les laiteries ou l'industrie agroalimentaire. Les conditions de traite et de collecte étant souvent le point noir de la filière, plusieurs organismes, coopératifs ou industriels, ont mis en place des centres de collecte et de réfrigération du lait.

2.3. Le passage sous la coupe de Tiko : essor ou étouffement ?

Les unités industrielles de traitement et de transformation du lait sont peu nombreuses à Madagascar. Socolait, implantée à Antsirabe depuis les années 1970 est la première industrie à organiser un système large de collecte dans les campagnes, parallèlement aux circuits artisanaux, tout en appuyant techniquement les producteurs. Mais c'est l'implantation d'un acteur industriel, l'entreprise Tiko, qui va profondément modifier le secteur, avec la construction à partir de 1991 d'une usine laitière ultramoderne à Antsirabe, ayant une capacité de traitement de 200 000 litres/jour et employant 5 000 personnes en 2009. La mainmise sur la collecte locale devient alors essentielle pour rentabiliser les équipements⁵ : en 2009, Tiko contrôle 50 % du marché du lait du Vakinankaratra, 20 % étant achetés par

5 Le prix à l'importation du lait en poudre a un impact déterminant sur le développement de la filière locale car des quantités massives sont importées pour la transformation dans ces usines.

Socolait et le reste étant écoulé auprès de petits ou moyens collecteurs, en vente directe ou auprès des laiteries.

La remontée en amont de la filière conduit l'entreprise à créer des centres de collecte avec des tanks réfrigérés et à produire de l'alimentation animale. Si ces services sont appréciables pour les producteurs, le revers est le maintien, par une entente entre Tiko et Socolait, d'un prix moyen d'achat du litre de lait à 450 Ar/litre (soit 0,16 €) entre 2002 et 2006, malgré une forte inflation durant cette période, allant jusqu'à deux chiffres par an. Des contraintes de plus en plus strictes sont alors imposées aux producteurs, parfois difficiles à tenir : achat obligatoire de provende déduite ensuite du prix du lait, normes de densité du lait difficiles à atteindre pour les petits producteurs, en raison d'une alimentation du bétail inadéquate, surtout en saison sèche. La défiance entre Tiko et les petits producteurs s'accroît lors de l'importation en 2007 par cette société de vaches de race Holstein provenant de Nouvelle-Zélande pour développer des exploitations intensives. Le débat est fortement médiatisé,  rant deux visions du développement agricole, modèles agro-industriels contre agriculture familiale. Cette importation (prévue initialement pour 200 000 têtes⁶) est alors la pierre angulaire d'une nouvelle politique de modernisation de la filière laitière, lancée en 2003 et s'appuyant sur des entrepreneurs au détriment des petits producteurs.

Le « succès » de Tiko s'explique par l'imbrication des activités économiques et politiques de son fondateur, Marc Ravalomanana, qui a longtemps incarné « le mythe du petit laitier à vélo d'Ambatomanga, devenu roi du yaourt à Madagascar » (Pellerin, 2009), puis maire de la capitale et enfin président de la République. Après son élection en 2002, le groupe Tiko devient un conglomérat qui couvre l'essentiel de la filière agroalimentaire, mais qui investit aussi les médias (radio et télévision), la construction, les transports, etc. Cependant, lors de son second mandat présidentiel, la contestation de l'« État-Tiko » prend progressivement de la puissance et, en 2009, le président Ravalomanana est destitué après de violentes manifestations, inaugurant une période de transition politique de

6 Une partie de ces vaches est vendue à des éleveurs, mais les conditions sanitaires et d'alimentation très contraignantes se soldent alors souvent par la mort rapide des animaux.

cinq ans, durant laquelle le pays est soumis à d'importantes sanctions de la part de ses principaux partenaires économiques et financiers internationaux (Union européenne, États-Unis, etc.).

2.4. Effondrement et recomposition de la filière

Les entreprises et les magasins de gros associés au groupe Tiko, symboles de cet empire décrié, se trouvent soit fermés, soit pillés au moment des manifestations de 2009. L'arrêt des activités du groupe et la fermeture de l'usine d'Antsirabe engendrent alors une « crise du lait » d'autant plus grave que l'entreprise a instauré un monopole largement basé sur des pressions à différents niveaux. Malgré son envergure, Tiko « voit de la concurrence » jusqu'auprès des petits collecteurs et transformateurs indépendants, qui subissent alors des intimidations⁷. Par ce système, et en instaurant une barrière de contrôle sur la route d'Antananarivo, le lait cru ne peut pas aisément « sortir » du Vakinankaratra, malgré la forte demande à Antananarivo. La fermeture brutale de l'usine et le démantèlement du réseau de collecte sont catastrophiques pour les producteurs qui n'ont plus de débouchés pour leurs produits. Cela constitue un choc qui touche tous les producteurs, avec une ampleur plus ou moins importante selon les caractéristiques de ce producteur, comme le degré d'enclavement ou le niveau d'intensification. Le prix du lait s'effondre, ne dépassant pas parfois 150 Ar/litre pour ceux qui arrivent à le vendre.

Cependant, en moins d'un an, la filière se recompose, en raison d'une demande de lait restant élevée, surtout à la capitale. Les circuits de collecte se réorganisent et de nouveaux acteurs se positionnent (Carimentrand, 2010 ; Andrianarisoa *et al.*, 2016). Cinq ans après la crise, on voit des transporteurs (appelés grands collecteurs) qui acheminent le lait directement sur Antananarivo dans des conditions de réfrigération parfois assez aléatoires, mais avec une stratégie commerciale très offensive. On voit aussi émerger de nombreux transformateurs, au niveau du Vakinankaratra ou en dehors de la zone, qui proposent une offre diversifiée de yaourts et de fromages. Des mini-laiteries sont créées, soit par des éleveurs, soit par des coopératives ou des opérateurs privés. Des producteurs, y compris dans les villages, se lancent

7 Entretiens avec des transformateurs indépendants à Antsirabe, novembre 2014.

dans cette activité, à la fois contraints, mais aussi libérés par la disparition de Tiko. En effet, beaucoup avaient capitalisé des formations lors des programmes de développement et ils ont pu à ce moment mobiliser ces compétences pour s'adapter à la nouvelle situation. Il y a donc un basculement dans l'informel, avec l'avantage de la flexibilité et de la diversité des acteurs, mais aussi l'inconvénient des dérives et du manque de régulation et de contrôle sanitaire ; dans ce domaine, on constate un recul important depuis la crise.

En raisonnant au niveau méso-économique à l'échelle de la filière, on pourrait estimer qu'il s'agit d'un bon exemple de résilience qui montre une réorganisation du système suite à un choc. Il est pourtant nécessaire de changer d'échelle pour voir s'il en a été de même pour les petits producteurs du Vakinankaratra.

3. Trajectoires des petits producteurs laitiers ruraux du Vakinankaratra face à la crise

3.1. Observer les réponses des producteurs laitiers

Le profil des éleveurs laitiers s'étire sur un spectre assez large. Il dépend de la localisation des producteurs, situés en zone périurbaine ou en milieu rural plus ou moins enclavé, où la production est atomisée, ce qui pénalise les conditions de commercialisation d'un produit fragile comme le lait. Le profil varie aussi selon l'insertion dans les systèmes d'activités des producteurs : diversification dans le cadre de la polyculture-élevage ou complément de revenus pour des salariés/commerçants en périurbain. Enfin, les producteurs se différencient selon le modèle technico-économique adopté, qui est plus ou moins intensif : choix de races plus ou moins rustiques, insémination artificielle ou monte naturelle, compléments alimentaires, durée de stabulation. Ces caractéristiques des producteurs vont conduire à des réponses spécifiques face à un même choc.

Les observatoires offrent la possibilité de faire une analyse diachronique, qui confirme ces observations et qui révèle aussi un autre phénomène : la flexibilité de l'activité « production de lait » parmi les ménages enquêtés, révélant la grande incertitude dans lesquels ils se trouvent. Ainsi, bien

que la crise du lait de 2009 ne soit qu'une facette d'une crise plus globale, accompagnée d'inflation, de désengagement des partenaires financiers et de réduction des services, les observatoires permettent aussi de lier les réponses des ménages avec l'évolution de leurs conditions d'existence.

3.2. Les premières réponses au choc : désengagement et désintensification

Une des premières conséquences de la chute brutale des prix a été la décapitalisation par la vente des vaches laitières. Garder des animaux spécialisés dans la production laitière sans pouvoir écouler le lait représente une charge élevée pour les producteurs en raison des coûts en alimentation. L'absence de trésorerie et la grande incertitude sur l'avenir de la filière ont amené beaucoup de petits producteurs à se séparer de leurs vaches (y compris chez des semi-intensifs urbains), en n'en gardant parfois qu'une ou deux pour redémarrer le troupeau en cas de reprise de l'activité. Effet d'aubaine, des commerçants et des cadres ont acheté dans le Vakinankaratra des vaches laitières à bas prix pour constituer des élevages plus proches d'Antananarivo, qui est le plus grand bassin de consommation. Il y a ainsi eu dans l'année qui a suivi la crise, une diminution de 30 % environ du cheptel de vaches laitières au niveau du Vakinankaratra. Cette décapitalisation s'est poursuivie à un rythme moins soutenu, mais, en 2015, des intermédiaires sillonnaient encore les campagnes à la recherche de vaches de race améliorée qui étaient de plus en plus rares.

En même temps, les producteurs ont cherché à réduire les coûts de production, en ciblant en premier lieu, le poste « alimentation des animaux⁸ ». Si, en saison des pluies, le bétail peut être nourri sur pâturage ou avec du fourrage frais (cultivé ou collecté), par contre, en saison sèche, l'alimentation des animaux est plus compliquée. Elle repose en partie sur du fourrage sec, acheté ou stocké, ou par l'achat de provende et de concentré pour les producteurs les plus engagés dans une démarche d'intensification. Tiko, par l'intermédiaire d'un réseau de producteurs de plantes fourragères, était un des principaux fournisseurs de fourrage. L'abandon de cette activité a obligé les producteurs à modifier le système d'alimentation, l'approvisionnement étant devenu trop compliqué et coûteux. Les animaux sont alors emmenés par les

8 Pour une étude détaillée stratégies de conduite de l'élevage engagées par les producteurs suite à la crise de 2009, voir Penot *et al.*, 2016.

enfants à la recherche d'herbes sur les diguettes bordant les rizières, ce qui est peu nutritif et a pour conséquence une chute de la production de lait.

Les paysans ont aussi cherché à réduire les coûts en n'ayant plus recours à des services payants de reproduction comme l'insémination artificielle⁹ ou les centres de monte avec des taureaux sélectionnés. Cette réduction des coûts à court terme a cependant des conséquences à long terme, qui sont soulignées par les acteurs intervenant en appui à la production, et se traduit par une perte du capital génétique des animaux avec pour conséquence une évolution défavorable du rapport coût de l'alimentation/productivité laitière, ou encore une dégradation de la santé animale avec des répercussions sur la qualité du lait.

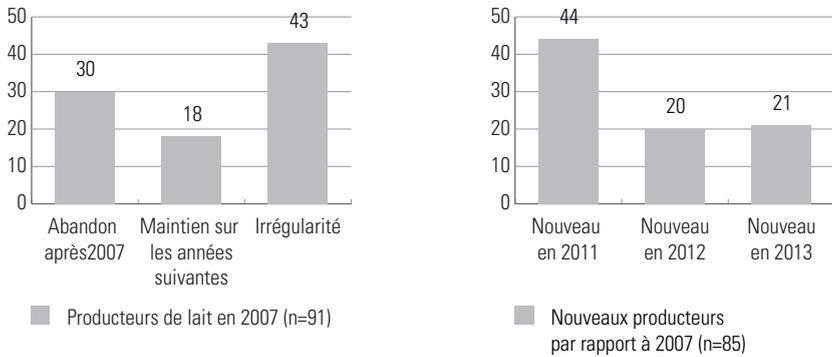
Suite au choc, on a donc eu le plus souvent un fonctionnement en mode dégradé, terme qui est souvent utilisé pour la résilience urbaine et qui signifie qu'on maintient des fonctions minimales. L'intérêt est de pouvoir préserver les fonctions essentielles; ici, de pouvoir rester ou revenir dans la production laitière. Mais le problème réside dans la durée de ce type de fonctionnement, car lorsque cet état se prolonge, ce qui est le cas pour beaucoup de petits producteurs enquêtés dans le cadre du ROR, c'est l'avenir de la production laitière qui est hypothéqué.

3.3. La flexibilité et la diversité comme réponses à l'incertitude et à l'instabilité

Sur les 436 ménages suivis en panel sur les années 2007, puis de 2011 à 2013, 176 ont produit et commercialisé du lait au moins une année. L'apport le plus surprenant dans l'analyse de ces données est le comportement des producteurs face à l'élevage laitier, marqué par une grande hésitation face au contexte. Compte tenu des caractéristiques de l'élevage, qui suppose des investissements sur plusieurs années, contrairement à une culture annuelle qui offre plus de souplesse, il n'était pas vraiment attendu que les ménages entrent et sortent ainsi de la production laitière d'une année à l'autre.

9 Celle-ci est devenue d'autant plus coûteuse que les subventions ont été arrêtées au milieu des années 2000, faisant passer le coût d'une insémination de 9000 Ar dans les années 2000 à 60000 Ar en 2014.

Graphique 1 : Entrées et sorties de la production de lait – Observatoire d’Antsirabe



Source : ROR, observatoire d’Antsirabe 2007, 2011, 2012 et 2013, calculs des auteurs.

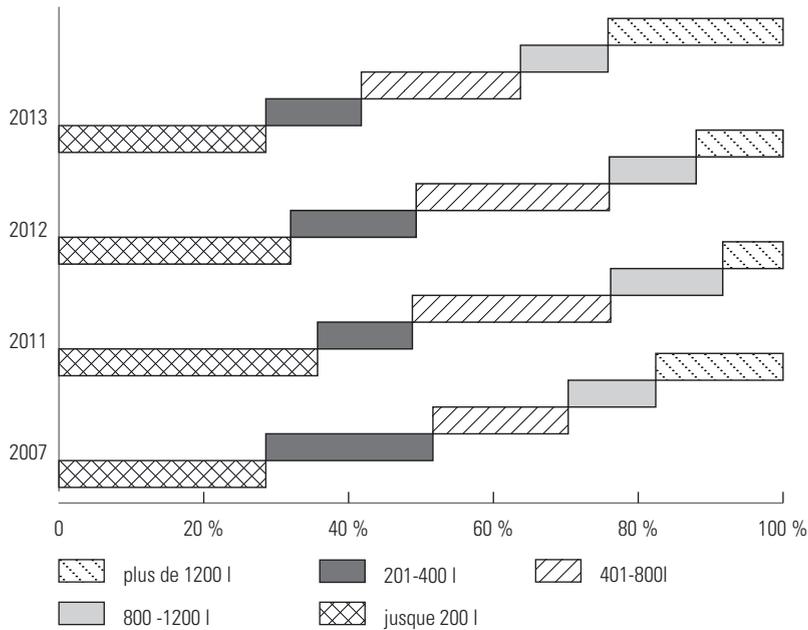
Ainsi, pour ceux qui produisaient déjà en 2007, 30 % ont abandonné dans les années suivantes, 20 % ont continué et 50 % ont hésité entre reprise et arrêt selon les années. Cependant, par rapport à 2007, de nouveaux producteurs apparaissent en 2011, 2012 et 2013, probablement grâce à la forte demande émanant des collecteurs privés. Le degré d’enclavement a un effet assez net : les sites les plus proches des centres urbains (Betafo et Antsirabe) sont ceux qui ont le mieux résisté et où le nombre de nouveaux producteurs est le plus élevé. Les abandons ont été plus importants dans les zones plus enclavées, là où les organismes d’appui ont réduit leurs activités¹⁰.

De nombreux travaux de géographes sur les systèmes ruraux dans le Vakinankaratra montrent la grande diversité des activités, mais aussi les éléments centraux que sont le riz (pour la nourriture familiale) et le zébu (pour la force de travail et la fumure organique), éléments dotés aussi d’une forte charge identitaire (Raison, 1994, Rakoto-Ramianmantsoa, 1995; Rabemanambola, 2007). Les nombreuses autres activités s’articulent autour de ces deux piliers. Elles se sont multipliées – comme l’élevage laitier – en réponse

¹⁰ Dès 2005 pour Fifamanor en raison d’un changement de politique du bailleur, puis pour les autres projets, suite aux sanctions subies par le pays de 2009 à 2014, en raison de l’absence de légitimité du gouvernement mis en place après la chute de M. Ravelomanana.

aux crises, particulièrement fréquentes depuis le milieu des années 1980¹¹; c'est une façon bien connue des géographes, puis plus récemment des économistes de gérer les risques et l'incertitude (Lallau, 2016).

Graphique 2: Production annuelle de lait par ménage producteur – Observatoire d'Antsirabe*



Source: ROR, observatoire d'Antsirabe 2007, 2011, 2012 et 2013, calculs des auteurs.

*Seuls les ménages ayant produit durant l'année donnée sont pris en compte, soit entre 75 et 91 selon les années.

L'examen du graphique de la production annuelle de lait chez les ménages enquêtés montre que cette production est pour beaucoup très faible: on peut parler comme Rabemanambola (2007) de « micro-livraisons » comme d'une règle générale. Pour ces petits producteurs, le cheptel varie de une à trois vaches laitières et la vente de lait permet la rentrée régulière d'un peu de numéraire, ce qui présente l'intérêt de pouvoir acheter quelques produits

11 La crise de 2009 est intervenue sept ans après celle de 2002, consécutive à une crise électorale qui a paralysé l'économie et qui est restée dans les mémoires des producteurs.

de première nécessité. Cela s'inscrit dans une pluriactivité de milieu pauvre et instable, marqué par une insécurité alimentaire chronique. L'exposition aux risques est élevée, aussi bien ceux liés à l'environnement économique ou aux événements climatiques que ceux qui sont idiosyncratiques, comme la maladie ou le décès d'un membre de la famille, le vol de récolte ou de bétail. C'est le cas par exemple de la famille de Jean R., à Soanindrariny, qui avait trois vaches. Elle en a vendu une pour faire face à de fortes dépenses de santé, une deuxième est morte peu de temps après. Avec une seule vache et une baisse de leurs revenus liés au lait, ils ont été contraints de retirer leur fille de 14 ans de l'école. Ce type de réponse aux chocs successifs se retrouve souvent parmi les ménages enquêtés.

Ainsi, en l'absence d'assurance, les enquêtes révèlent que, chez les petits producteurs, la vente de vaches laitières est aussi un moyen de faire face à ces chocs. Car l'enjeu au niveau des familles est de préserver en premier lieu les rizières et les bœufs de trait ; en l'absence d'épargne, les vaches laitières sont le premier actif vendu.

Les producteurs engagés dans une démarche plus intensive sont minoritaires sur les sites d'enquêtes des observatoires. On voit cependant une récente progression avec, en 2013, un quart d'entre eux qui dépassent les 1200 litres/an. L'évolution positive des prix a incité les producteurs des zones les moins enclavées à réinvestir dans l'élevage laitier. Certains d'entre eux, ayant bénéficié antérieurement de formations à la transformation du lait par les organismes de développement, ont mobilisé ces compétences pour pallier les défaillances des circuits de collecte et transformer sur place en fromages ou en yaourts leur production, ce qui illustre leur capacité d'acteurs. On le voit par exemple dans le cas de José R., 40 ans environ, éleveur et ancien collecteur pour Tiko à proximité de Betafo : après la crise, il s'est orienté vers la transformation et a monté sa propre fromagerie, grâce au rachat de matériel de contrôle du lait et aux formations dont il avait bénéficié auparavant sur des projets. Il utilise son ancien réseau de coopérative pour collecter le lait. Dans son cas, on peut parler d'une résilience avec une transformation qualitative de la trajectoire.

3.4. Des producteurs à l'épreuve des crises et des politiques adverses

Sur plusieurs décennies, la formation des producteurs et la diffusion des techniques d'amélioration de la production ont été au cœur de l'action d'organismes d'appui, comme Fifamanor à travers la ferme-école de Tombotsoa ou l'union de coopératives laitières Rova¹². Cependant, l'intensification laitière reste modeste et fragile au niveau de la majorité des producteurs. La question de la rémunération, tant sa faiblesse que son instabilité, semble être une raison centrale. La simple comparaison entre l'évolution de l'indice des prix à la consommation calculé par l'Institut national de la statistique (Instat) et le prix au producteur fait apparaître que ce dernier a décroché de près de 40% entre 2001 et 2009¹³. Les calculs des coûts de production du lait réalisés entre 2001 et 2005 par Rabemanambola (2007: 241) montrent la très forte dégradation des marges des éleveurs laitiers, allant jusqu'à produire à perte. Pour permettre à l'élevage laitier d'être économiquement rentable, la conduite de l'élevage doit être très rigoureuse, mais aussi bénéficier des conditions favorables (en termes d'accès aux marchés, d'approvisionnement en aliments, de services subventionnés par les organismes d'appui). Ces conditions sont rarement réunies pour les petits producteurs ruraux des zones enclavées.

Les capacités d'adaptation et la réactivité des producteurs montrent que la production laitière destinée au marché est compatible avec les systèmes d'activités ruraux du Vakinankaratra et des Hautes-Terres (Penot *et al.*, 2016). Mais on constate aussi que la défaillance et la relative incohérence dans le temps des politiques publiques ont des effets délétères. La résilience de la filière lait et des producteurs qui y sont associés s'est faite dans un cadre dérégulé sans intervention de l'État, ni des organismes de développement, qui se sont presque totalement effacés durant la période de transition politique entre 2009 et 2014. L'abandon du monopole contraignant de Tiko a favorisé l'émergence d'acteurs dynamiques et créatifs, mais sans contrôle effectif, notamment sur la qualité du lait, ce qui fait qu'on obtient le meilleur et le pire puisqu'il y existe aussi beaucoup de trafics au sein de la filière.

12 Rononon'i Vakinankaratra, union de douze coopératives laitières, créée en 2002.

13 Le prix d'achat actuel varie de 700 Ar (Socolait) à 1 000 Ar (collecteurs privés). Voir <http://www.instat.mg> (consulté en mai 2018).

Cela pose évidemment la question de l'efficacité de l'appui à la production dans les zones enclavées et de la transmissibilité des modèles d'organisation, comme les coopératives. Les actions d'organismes qui avaient une implantation locale avec des objectifs de développement de l'agriculture familiale à travers la promotion de l'élevage laitier, n'ont pas été soutenues par une politique nationale cohérente et inscrite dans la durée, tournée vers le développement rural, comme la création d'infrastructures et de services ou l'application d'une politique tarifaire par rapport au lait en poudre importé. La situation des organisations de producteurs est une bonne illustration de ces contradictions : plusieurs coopératives et organisations de producteurs laitiers du Vakinankaratra se sont progressivement mises en place avec l'appui de projets, comme l'union de coopératives Rova. Cependant, la consolidation de ces organisations, dont plusieurs sont actuellement dans de graves difficultés quand elles n'ont pas disparu, a été entravée par un environnement économique et politique délétère, marqué par les crises politiques répétées et la corruption (Razafindrakoto *et al.*, 2017).

Conclusion

À Madagascar, l'opérationnalisation du concept de résilience dans le domaine de l'agriculture familiale soulève des questions méthodologiques, auxquelles une approche par les observatoires, comme dans l'exemple présenté ici, tente de répondre afin de mieux appréhender les réalités économiques et sociales des ménages ruraux.

Tout d'abord, en privilégiant une vision systémique qui ne se limite pas à une vision technico-économique de l'exploitation agricole, mais qui prend en compte le ménage rural et ceux qui le composent, avec l'ensemble de ses moyens d'existence, ses conditions de vie, ses enjeux et ses priorités d'activités, ainsi que les risques auxquels il est confronté. Quand survient un choc ou une crise, cette approche permet de comprendre la diversité des trajectoires suivies par les ménages-producteurs ; elle permet aussi de distinguer celles qu'on peut qualifier de résilience – ce qui ici implique des changements profitables de modes d'organisation – de celles qui permettent juste aux ménages de ne pas aggraver leur pauvreté. La capacité à se maintenir dans ou à revenir à une situation initiale de grande précarité ne peut,

selon nous, être satisfaisante, même si elle est assimilée à une trajectoire de résilience, dès qu'on intègre à l'analyse des seuils qualitatifs relatifs aux conditions de vie. Ainsi, beaucoup des paysans malgaches rencontrés dans le Vakinankaratra sont bloqués sur des logiques de survie, caractérisées par la précarité et l'insécurité alimentaire, les empêchant d'initier des dynamiques d'accumulation et d'amélioration des conditions d'existence. Ensuite avec le suivi dans le cadre d'un observatoire, la prise en compte du temps permet de comprendre les évolutions, qui sont rarement linéaires, la flexibilité et la diversité étant les pivots des pratiques productives. Le décryptage de ces transformations permet aux acteurs du développement rural de les accompagner, les soutenir ou les contrer si celles-ci s'avèrent incompatibles avec des orientations de durabilité sociale ou environnementale.

Enfin, une approche sur plusieurs niveaux permet de dépasser l'échelle du ménage ou de l'exploitation familiale, qui, dans nombre d'analyses, fait porter la responsabilité de la résilience sur cette seule échelle. En changeant d'échelle, on constate que les trajectoires des producteurs suite à la crise sont contrastées, non pas tant en raison de leur plus ou moins grande capacité d'action et d'innovation, mais surtout en fonction des inégalités d'opportunités selon les zones de production. En l'absence de politiques de développement territorial, la répétition des crises ne permet pas aux paysans des zones enclavées de sortir durablement de l'insécurité alimentaire et d'améliorer leurs conditions d'existence. On voit  le cas de la crise du lait qu'il faut aussi raisonner au niveau de la filière et à celui des politiques publiques. 

De ces réalités nous semble découler la nécessité d'articuler les niveaux d'analyse et de replacer les stratégies des acteurs dans le contexte des politiques publiques tant celles-ci peuvent susciter ou au contraire mettre à mal cette résilience. En ce sens, la résilience peut permettre une salutaire relance du débat sur la dimension politique du développement (Tobie, 2014) du fait des considérations normatives qu'elle porte et du fait des choix de modèles qu'elle implique, inévitablement, à Madagascar, mais aussi bien au-delà.

LES AUTEURS

Isabelle Droy

Socio-économiste, Isabelle Droy est chercheuse à l'Institut de recherches pour le développement (IRD – UMI Résiliences). Elle travaille sur la vulnérabilité des ménages ruraux et sur les inégalités intrafamiliales, notamment celles liées au genre, en Afrique de l'Ouest et à Madagascar. Elle a contribué à la mise en place de plusieurs observatoires socio-économiques en milieu rural permettant d'analyser les dynamiques de transformation des agricultures familiales dans des contextes d'exposition aux chocs d'origine climatique ou économique.

A récemment publié

Droy I., Rabevohitra B. N., Bidou J.-E., 2017, « L'encastrement des vulnérabilités : exemple du "pays du girofle" sur la côte orientale de Madagascar », *Mondes en développement*, n° 180, p. 69-86, [doi:10.3917/med.180.0069](https://doi.org/10.3917/med.180.0069)

Bidou J.-E., Droy I., 2017, « Les inégalités intrafamiliales, une source de tensions dans les sociétés rurales : exemples en Afrique de l'Ouest », *Dynamiques internationales*, n° 12, <http://dynamiques-internationales.com/publications/numero-12-janvier-2017/> (consulté en mai 2018).

Droy I., Bidou J.-E., 2017, « Mobilités rurales et vulnérabilités des familles : les migrations temporaires au Niger », dans Montalieu T., Brot J., Gérardin H. (dir.), *Mobilités et soutenabilités du développement*, Paris, Karthala, p. 275-298.

Droy I., 2017, « Dégradation des terres et pauvreté : des liens complexes », *Liaison Énergie-Francophonie*, n° 105, p. 70-72, http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers17-08/010070732.pdf (consulté en mai 2018).

Rabemalanto N., Bidou J.-E., Droy I., 2016, « Évaluer la pauvreté dans un "bas-quartier" d'Antananarivo (Madagascar) : quels outils ? », *Mondes en développement*, vol. 2, n° 174, p. 95-116, DOI : 10.3917/med.174.0095

Patrick Rasolofo

Socio-économiste spécialisé en développement rural, Patrick Rasolofo est directeur de l'Institut international des sciences sociales à Madagascar (IISS) et membre de l'UMI Résiliences. Il a participé à la mise en place et à la gestion de plusieurs systèmes d'information à Madagascar, comme le réseau des observatoires ruraux (ROR), l'Observatoire du riz (ODR) ou le système d'informations sur la sécurité alimentaire et la vulnérabilité (Sisav).

A récemment publié

Sourisseau J.-M., Bélières J.-F., Bourgeois R., Soumare M., Rasolofo P. et al., 2017, *Penser ensemble l'avenir d'un territoire. Diagnostic et prospective territoriale au Mali et à Madagascar*, Paris, AFD, <http://agritrop.cirad.fr/586138/7/ID586138.pdf> (consulté en mai 2018).

BIBLIOGRAPHIE

- Adger W. N., 2000, « Social and ecological resilience: are they related? », *Progress in Human Geography*, vol. 3, n° 24, p. 347-364, <https://doi.org/10.1191/030913200701540465>
- Andrianarisoa T., David-Benz H., Droy I. *et al.*, 2016, « L'analyse de la résilience au sein d'une filière: le cas du lait à Madagascar », communication aux XXXII^e Journées du développement ATM, « Catastrophes, vulnérabilités et résiliences dans les pays en développement », Lille, 1-3 juin, http://agritrop.cirad.fr/584173/1/ATM2016_Analyse_resilience_filiere_lait_Madagascar_ANDRIANARISOA_DAVIDBENZ_DROY_MOUSTIER_07%2010%2016.pdf (consulté en mai 2018).
- Bosc P-M, Sourisseau J-M, Bonnal P., Gasselín P., Valette E., Bélières J-F. (dir.), 2015, *Diversité des agricultures familiales: exister, se transformer, devenir*, Versailles, Éditions Quae, http://publications.cirad.fr/une_notice.php?dk=575193 (consulté en mai 2018).
- Carimentrand, A., 2010, « Le lait: une filière en recomposition après la suspension des activités du groupe Tiko », dans Andrianirina N., Ballet J., Rabevohitra N., Rasolofo P. (dir.), *Madagascar dans la tourmente. Analyse socio-économique de la crise en zones rurales*, Paris, L'Harmattan, p. 79-87.
- Crocker D. A., Robeyns I., 2009, « Capability and Agency », dans Morris Ch. (dir.), *Amartya Sen*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 60-90, <https://doi.org/10.1017/CBO9780511800511.005>
- D'Ercole R., Meztger P., Bermudez N., 2004, « Espaces-enjeux, espaces vulnérables. Le cas de Quito (Équateur) », *Villes en développement*, n° 65, p. 3-4, http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers17-06/010035525.pdf (consulté en mai 2018).
- Droy I., Bidou J.-E., Randriamandrisoa J. *et al.*, 2010, « Une pauvreté rurale étendue et multiforme », dans Gastineau B., Gubert F., Robilliard A.-S. *et al.* (dir.), *Madagascar face au défi des Objectifs du millénaire pour le développement*, Paris, IRD Éditions, p. 53-85, http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers12-09/010051324.pdf (consulté en mai 2018).
- Droy I., Ratovoarinony R., Roubaud F., 2001, « Les observatoires ruraux à Madagascar. Une méthodologie originale pour le suivi des campagnes », *Stateco*, n° 95-96-97, p. 123-140, http://www.dial.prd.fr/dial_publications/STATECO/pdf/95/95_7.pdf (consulté en mai 2018).
- Ellis F., 2000, *Rural Livelihoods and Diversity in Developing Countries*, Oxford, Oxford University Press.
- Folke C., Carpenter S. R., Walker B. *et al.*, 2010, « Resilience Thinking: Integrating Resilience, Adaptability and Transformability », *Ecology and Society*, vol. 15, n° 4, art. 20, <http://www.ecologyandsociety.org/vol15/iss4/art20/> (consulté en mai 2018).

- Gallopín G. C., 2006, « Linkages Between Vulnerability, Resilience, and Adaptive Capacity », *Global Environmental Change*, vol. 16, p. 293-303, http://portals.wi.wur.nl/files/docs/8_%20Vulnerability_Resilience_Ada-Capacity_Gilberto.pdf (consulté en mai 2018).
- Instat (Institut national de la statistique), 2014, « Enquête sur le suivi national des objectifs du millénaire pour le développement. Synthèse des différents thèmes », Antananarivo, Instat, http://madagascar.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/OMD_Resume.pdf (consulté en mai 2018)
- Lallau B., 2016, « À la recherche du paysan résilient. Éléments de réflexion sur une notion à la mode », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, n° 273, p. 139-170.
- Lallau B., Droy I., 2014, « Qu'est-ce qu'un ménage résilient ? Concepts, méthodes, illustrations », dans Chataigner J.-M. (dir.), *Fragilités et résilience. Les nouvelles frontières de la mondialisation*, Paris, Karthala, p. 149-170.
- Pellerin M., 2009, « Madagascar : un conflit d'entrepreneurs ? Figures de la réussite économique et rivalités politiques », *Politique africaine*, n° 113, p. 152-165, <https://doi.org/10.3917/polaf.113.0152>
- Penot E., Duba G., Salgado P. et al., 2016, « Capacités d'adaptation des exploitations laitières des Hautes Terres de la province du Vakinankaratra à Madagascar : impact de la crise de 2009 », *Revue d'élevage et de médecine vétérinaire pour les pays tropicaux*, vol. 69, n° 1, p. 19-31, <https://doi.org/10.19182/remvt.31168>
- Rabemanambola M., 2007, *Le « triangle laitier malgache » : contribution à l'étude d'une filière alimentaire et de son inscription spatiale dans un pays en voie de développement*, thèse de doctorat nouveau régime, Clermont-Ferrand, université de Clermont-Ferrand II.
- Rabemanambola M., Rakotoarisoa J., Rieutort L., 2009, « Entre ville et campagne : les adaptations du maraîchage paysan sur les Hautes Terres centrales malgaches », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, n° 247, p. 285-310, <https://doi.org/10.4000/com.5666>
- Raison J.-P. (dir), 1994, *Paysanneries malgaches dans la crise*, Paris, Karthala.
- Rakoto-Ramiarantsoa H., 1995, *Chair de la terre, œil de l'eau... : paysanneries et recompositions de campagnes en Imerina (Madagascar)*, Paris, Orstom.
- Razafindrakoto M., Roubaud F., Wachsberger J.-M., 2017, *L'énigme et le paradoxe : économie politique de Madagascar*, Bondy/Paris, IRD Éditions/AFD.
- Scoones I., 2009, « Livelihood Perspectives and Rural Development », *Journal of Peasant Studies*, vol. 36, n° 1, p. 171-196.
- Sourisseau J.-M., Bélières J.-F., Bourgeois R. et al., 2017, *Penser ensemble l'avenir d'un territoire. Diagnostic et prospective territoriale au Mali et à Madagascar*, Paris, AFD, <http://agritrop.cirad.fr/586138/7/ID586138.pdf> (consulté en mai 2018).

Tobie A., 2014, « Résilience et nouveaux concepts de développement. Changements en théorie et en pratique », dans Châtaigner J.-M. (dir.), *Fragilités et résilience. Les nouvelles frontières de la mondialisation*, Paris, Karthala, p. 79-88.

Turner B. L., Kaspersen R. E., Matson P. A. *et al.*, 2003, « A Framework for Vulnerability Analysis in Sustainability Science », *PNAS*, vol. 100, n° 14, p. 8074-8079, DOI: [10.1073/pnas.1231335100](https://doi.org/10.1073/pnas.1231335100)